

SOMMAIRE

Introduction	5
1. État de la réglementation sur la tacite reconduction	7
1.1. La réglementation antérieure à la loi « Chatel »	7
1.2. Le dispositif issu de la loi « Chatel ».....	9
1.2.1. Genèse et finalité du dispositif.....	9
1.2.2. Champ d'application du dispositif	10
1.2.2.1 L'alinéa premier concerne les risques couverts.....	10
1.2.2.2. L'alinéa 4 vise certains contrats	10
1.2.3. Contenu du dispositif	11
1.2.3.1 En ce qui concerne l'obligation d'information.	11
1.2.3.2. En ce qui concerne la sanction.	11
1.2.4. Réception du dispositif	12
2. Mise en œuvre de la réglementation sur la tacite reconduction	15
2.1. Application pratique de la réglementation.....	15
2.1.1. Une réglementation généralement bien respectée	15
2.1.1.1. Des réclamations peu nombreuses.....	15
2.1.1.2. Certaines dispositions sont très bien respectées	16
2.1.2. La persistance de certaines difficultés d'application.....	17
2.1.2.1. Problèmes de dates.....	17
2.1.2.2. Problèmes d'information	18
2.2. Influence sur le jeu de la concurrence	19
2.2.1. Une influence assez faible mais réelle sur le taux de rotation du portefeuille.....	19
2.2.2. Une influence assez faible sur le niveau des primes.....	20
2.2.3. Peu ou pas de découvert d'assurance.....	20
3. Propositions d'amélioration	21
3.1. Rendre plus effectif le dispositif issu de la loi « Chatel ».....	21
3.1.1. Des évolutions législatives d'un intérêt limité	22
3.1.1.1. Évolutions relatives au contenu de la loi	22
3.1.1.2. Évolutions relatives au champ d'application de la loi.....	24
3.1.2. Des pratiques parfois contestables qui demandent à être améliorées.....	27
3.1.2.1 Une meilleure prise en compte des délais.....	28
3.1.2.2. Une information à améliorer.....	30

3.2.	Faciliter la comparaison des offres d'assurance	31
3.2.1.	Se poser les bonnes questions.....	31
3.2.2.	Améliorer la comparaison des offres	31
	Conclusion	35
	Annexe 1 : Intervention de Madame Christine LAGARDE, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le 14 décembre 2010 à l'Assemblée nationale	37
	Annexe 2 : Lettre de mission du 23 décembre 2010	39
	Annexe 3 : Articles L. 113-15-1 du Code des assurances, L. 122-10-1 du Code de la mutualité, L. 932-21-1 du Code de la Sécurité sociale	41
	Annexe 4 : Questionnaire envoyé aux membres et experts du CCSF	43
	Annexe 5 : Liste des personnes auditionnées	45